

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 Bayonne

Bayonne, le 02/06/2025

### **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2025

#### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL SILOS DE L'ADOUR**

Port de BAYONNE  
Quai de Blancpignon - silo H  
64600 Anglet

Références : UDB40-64/D2025  
Code AIOT : 0005207339

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement SARL SILOS DE L'ADOUR implanté 12 avenue l'Adour 64600 Anglet. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL SILOS DE L'ADOUR
- 12 avenue l'Adour 64600 Anglet
- Code AIOT : 0005207339
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Silos de l'Adour est implantée à proximité immédiate de la zone portuaire de Bayonne sur la rive gauche de l'Adour. Elle est spécialisée dans le négoce de produits fertilisants et d'engrais. Elle est soumise sous le régime de la déclaration contrôlée pour la rubrique 2160.2.b (silos autres que plats) et pour la rubrique 4702.I.II.III.b (engrais solides) : par la déclaration en date du 08/06/2021, et par la rubrique 4702.IV (engrais solides) par la déclaration en date du 06/08/2019.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.11	Demande d'action corrective	15 jours
4	Risques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Risques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.7	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale  
**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet
2	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10	Sans objet
6	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit engager les actions nécessaires pour répondre à la réglementation notamment concernant la mise en conformité de ses installations électriques et le respect des normes en vigueur concernant les zones ATEX de son établissement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux dangers particuliers de l'installation [...].
<b>Constats :</b> La partie de l'installation abritant des stockages d'engrais est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformément aux normes en vigueur. La mise en place sur toute la toiture d'exécutoires de fumées permet désormais l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs ont été installés en février 2024 par la société CANCE Constructeur métallique. L'exploitant en a également profité pour faire installer par la société DASM, en décembre 2023, une détection automatique d'incendie sur l'ensemble de ses installations. .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2. Les matières recueillies sont

traitées conformément au point 5.5 ou utilisées conformément au point 5.8. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
<b>Constats :</b> L'exploitant a engagé les travaux nécessaires afin de récupérer les éventuels écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction en installant des barrières amovibles à chaque ouverture de l'établissement. Leur volume de capacité de rétention a été défini par une note de calcul D9 transmis à l'inspection des installations classées, en fonction du risque et des besoins en eau, soit une capacité minimum de 260 m³. Pour répondre à ce dimensionnement des barrières de 11,55 cm de hauteur ont été installées. Ces barrières de rétention des eaux permettent de mettre l'ensemble du site sur rétention si besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.11
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> L'exploitant, en plus de l'installation des barrières de rétention d'eaux indiquée dans le point ci-dessus, a mis en place des vannes pour isoler les eaux d'extinction en cas de sinistre. Ces vannes de sectionnement ont été installées en décembre 2024 par la société NORHAM. Néanmoins, aucune consigne écrite ne définit les modalités de mise en œuvre de ce dispositif. L'exploitant devra notifier dans une procédure le fonctionnement de ces vannes et former le personnel à sa mise en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 4 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou utilisées sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien de la sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune des parties de l'installation la nature du danger (incendie, détonation, émanations toxiques). Ce danger est signalé par un panneau adéquat approprié. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie du recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger.
<b>Constats :</b> L'exploitant a recensé les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou utilisées sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, détonation, émanations toxiques). L'exploitant a défini pour chacune des parties de l'installation la nature du danger. Ce danger est effectivement signalé par un panneau adéquat approprié. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits sont recensés dans un rapport présenté à l'inspection des installations classées, relatif aux zones ATEX. Néanmoins l'exploitant ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger. L'exploitant devra réaliser un plan précis des zones de danger, susvisées, de ses installations, et le transmettre à l'inspection des installations classées
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.7
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dangers spécifiques des produits stockés,</li> <li>- L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties visées au point 4.1,</li> <li>- L'obligation du « permis d'intervention » et/ou « permis à feu » pour les installations visées au point 4.1,</li> <li>- Des instructions claires et précises sur la conduite à tenir en cas d'accident. Elles sont affichées en plusieurs points de l'atelier,</li> <li>- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, engins de manutention...),</li> <li>- Les précautions à prendre par rapport aux produits incompatibles,</li> <li>- Les moyens d'extinction à utiliser en fonction de la nature du sinistre,</li> <li>- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,</li> <li>- Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11, l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien rédigé des consignes reprenant les éléments réglementaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dangers spécifiques des produits stockés,</li> <li>- L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sur tout le site,</li> <li>- Des instructions claires et précises sur la conduite à tenir en cas d'accident et elles sont bien affichées à plusieurs endroits des installations,</li> <li>- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,</li> <li>- Les précautions à prendre par rapport aux produits incompatibles,</li> <li>- Les moyens d'extinction à utiliser en fonction de la nature du sinistre,</li> <li>- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Néanmoins il manque à ces consignes, pour qu'elles soient complètes et réglementaires, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte. L'exploitant devra rajouter cette procédure aux consignes existantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 6 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.8
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Mise à terre des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés à la foudre. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductives (armatures, béton armé, parties métalliques...) sont mis à terre, conformément aux règlements et normes applicables. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon la norme en vigueur.</p>
<b>Constats :</b>

Les travaux pour la protection de la foudre sur le site Les Silos de l'Adour ont été réalisés par l'entreprise SUDELEC COTE BASQUE en mars 2025. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes à la réglementation. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon la norme en vigueur. Ces vérifications sont réalisées de manière automatique, quotidiennement, et les informations sont transmises directement à l'entreprise par internet via le réseau INDELEC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Prévention des incendies et explosions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport contient, une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien transmis à l'inspection des installations classées un rapport d'audit concernant les zones à atmosphères explosives (zones ATEX) de l'établissement. Les conclusions de ce rapport, quant à la conformité des installations électriques dans tout le site, font apparaître des éléments avec un potentiel de dangers identifiés, éléments à prendre en compte par l'exploitant, notamment concernant les zones définies suivantes et les actions de prévention à mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque d'émission de vapeurs de liquide en cas d'épandage dans la zone de stockage de produits phytosanitaires, le local de maintenance et le local de stockage de la cuve de gasoil : l'exploitant doit prévoir une consigne d'intervention en cas d'épandage et former son personnel à ce risque</li> <li>- Risque d'émission de poussière dans les convoyeurs horizontaux et verticaux et les fosses intérieures et extérieure : une vérification de l'équipotentialité et mise à la terre de tous les équipements doit-être réalisée régulièrement et des consignes de suivi doivent-être rédigées pour chaque équipement et le personnel former aux risques,</li> <li>- Ensemble des zones ATEX : une formation doit être dispensée à l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir en zone ATEX.</li> </ul> <p>L'exploitant doit également réaliser un plan précis des zones ATEX du site et le transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>De plus le rapport des installations électriques du site (Q18) en date du 7 février 2025 a fait apparaître les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel,</li> <li>- Présence de poussière déposée de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques,</li> <li>- inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.</li> </ul> <p>L'exploitant nous indique prendre en compte l'ensemble de ces éléments et engager les actions nécessaires pour se mettre en conformité, notamment en réalisant des travaux pendant la période d'arrêt technique des installations en août 2025. Dès septembre l'exploitant devra fournir les justificatifs de mise en conformité de l'ensemble de ses installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois